

l'objet du bill. Pour la centième fois peut-être l'honorable premier ministre a répété que son gouvernement est fort et possède la confiance du pays, puisqu'il a remporté toutes les élections partielles. Cette prétention a été réfutée mainte et mainte fois. Nous savons tous par quels moyens ces élections ont été enlevées. Mon honorable ami nous répond : Si ces élections ont été remportées par la corruption, pour moi ne vous adressez-vous pas aux tribunaux ?

Nous croyons rendre service au pays en ne le faisant pas ; dans toutes ces élections partielles, d'où vient l'argent dont on se sert pour corrompre les électeurs ? Ce sont les deniers publics qu'on emploie et par conséquent moins il y aura d'élections partielles, moins on pillera le trésor. Ce n'est pas parce que le pays a confiance dans son gouvernement qu'il remporte les élections partielles, c'est parce qu'il a recours à des moyens qu'il ne pourra pas employer dans une élection générale ; et je suis fortement porté à croire que c'est dans cette intention qu'il a imaginé ce bill de redistribution.

M. TAYLOR : Je ne suis pas du tout surpris de voir que l'honorable premier ministre ait permis au directeur général des Postes d'être absent aujourd'hui afin d'avoir l'occasion de venir lui-même, avec ses moyens insinuants et sa voix charmante, nous présenter un bill et mettre le pays sous l'impression, vendredi matin, que c'est un bill de redistribution très équitable qui sera mis à exécution par la magistrature du pays. C'est l'impression qu'il a cherché à créer, et il s'imaginait sans doute que le discours dont il a accompagné l'introduction de son bill serait le seul qui serait prononcé ce soir ; mais le chef de l'opposition qui sait lire entre les lignes, a provoqué une discussion qui lui a presque coupé ses moyens insinuants pour le faire voir sous son vrai jour. Depuis le 3 mai, nous pouvions nous attendre à ce bill. L'éminence grise du cabinet a laissé échapper à cette date, un secret ministériel. Parlant des conservateurs, il disait :

Ils ne peuvent pas m'abattre. Je me sens dix fois plus fort aujourd'hui qu'au paravant.

S'il est dix fois plus fort aujourd'hui c'est parce qu'il a dix fois, cent fois plus d'argent qu'avant.

Je ne comprends pas pourquoi mes amis conservateurs me traitent de la sorte. Je me suis adressé à mon regretté chef sir John A. Macdonald et je lui ai dit : "Voici tous les faits et tous les documents, et si vous n'agissez pas je serai obligé d'agir moi-même". Quoiqu'il en soit, toutes leurs injures seront inutiles. Il ne peut pas y avoir de doute là-dessus. Je n'ai pas la moindre hésitation à dire, connaissant Ontario, comme je le connais, lorsque nous aurons défait le gerrymander—et nous allons le défaire—nous allons les écraser dans Ontario, comme nous les avons écrasés dans Québec.

Tout est là. Le ministre des Travaux publics déclare que grâce à ce bill, il va écraser

les conservateurs de l'Ontario. Le bill ne fait que corroborer la déclaration du dictateur. Mais, le premier ministre avec ses moyens insinuants, et son éloquence enchanteresse, a cherché à mettre le pays sous l'impression qu'il s'agissait d'une loi équitable et que la division des comtés serait faite par la magistrature. C'est chose facile de voir que le rôle des juges sera absolument nul. Le bill commence d'abord par masser les conservateurs dans quelques comtés, puis on fait intervenir les juges. Il y a par exemple le comté de Brant que l'on divise ; ce comté avait jusqu'à présent élu trois députés, et le bill actuel fait disparaître deux conservateurs. Le gouvernement détermine les limites des comtés, puis il dit aux juges : Vous déciderez quels seront les électeurs dans les limites que nous venons de fixer.

On a l'audace de représenter le bill actuel comme un projet de loi équitable et de taxer le bill de redistribution des conservateurs de loi inique. Les conservateurs étaient obligés de présenter un bill de redistribution pour baser la représentation sur la population indiquée par le recensement.

Le projet actuel est un gerrymander dix fois plus odieux que tous ceux qui ont été proposés par ce parlement. Il est inconstitutionnel, comme tout ce qu'a fait le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. Le but du gouvernement semble être de démolir la constitution pièce à pièce. L'opposition manquerait à son devoir, si elle ne combattait pas ce bill, pendant des mois et des mois, jusqu'à l'hiver, avant de permettre au gouvernement de mettre une pareille iniquité dans nos statuts.

Je serai un des vingt députés de l'opposition qui resteront ici jusqu'à la Noël prochaine, plutôt que de permettre au premier ministre et à ses partisans de violer la constitution, comme nous l'a laissé entendre son âme damnée, le ministre des Travaux publics, qui s'est vanté d'écraser les conservateurs.

M. MCGREGOR : L'honorable député de Toronto prétend que cette ville ne sera pas suffisamment représentée. En jetant un regard autour de moi, j'aperçois ici, M. Ross, Robertson, M. Osler, M. Bertram, M. Clark, M. Maclean, M. Campbell, M. Edgar, M. Wallace et M. McCarthy, tous de Toronto. Voudrait-on avoir une représentation plus nombreuse que celle-là ? Si jamais il se présente ici une question intéressant Toronto, il n'y a pas à craindre que cette ville manque de représentants.

M. SPROULE : L'argument de l'honorable député ne s'applique guère à M. Wallace qui demeure à seize milles de Toronto.

M. MCGREGOR : Une partie de sa division électorale se trouve dans Toronto.

M. SPROULE : Elle n'y sera plus avec le bill actuel.